

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les caractéristiques techniques et architecturales auxquelles doivent répondre les bâtiments et espaces visés à l'article 414 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment son article 76, alinéa 1^{er}, 6^e;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne l'accessibilité et l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou à usage collectif, par les personnes à mobilité réduite;

Considérant que dans son avis donné le 23 septembre 1998 sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne l'accessibilité et l'usage des espaces et bâtiments ouverts au public ou à usage collectif, par les personnes à mobilité réduite, le Conseil d'Etat précise que « conformément à l'article 76, alinéa 1^{er}, 6^e, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, c'est au Gouvernement wallon qu'il incombe d'arrêter les caractéristiques techniques et architecturales auxquelles doivent répondre les catégories de bâtiments et d'espaces qu'il désigne »;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 415 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par des articles 415 à 415/16 libellés comme suit :

« Art. 415. Les parkings doivent comporter à proximité immédiate de leur sortie ou de l'entrée du bâtiment qu'ils jouxtent un emplacement d'une largeur minimale de 3,3 mètres et un même emplacement par tranches successives de 50 emplacements. Ces emplacements sont réservés sur une surface horizontale et sont signalés.

Art. 415/1 - Tous bâtiments, locaux ou enceintes visés à l'article 414 ainsi que les locaux et les immeubles visés aux points 2 et 3 de cet article, disposent à partir de la rue et du parking, d'au moins une voie d'accès la plus directe possible dont les cheminements répondent aux conditions suivantes :

1° la surface est de préférence horizontale, dépourvue de toute marche et de tout ressaut; la largeur minimale est de 120 centimètres;

2° le revêtement est non meuble, non glissant, sans obstacle à la roue et dépourvu de trou ou de fente de plus de 1 centimètre de large;

3° les pentes : la pente transversale ou dévers est de 2 % maximum.

Lorsqu'une pente en long est nécessaire, elle est idéalement inférieure ou égale à 5 centimètres par mètre pour une longueur maximale de 10 mètres.

En cas d'impossibilité technique d'utiliser des pentes inférieures ou égales à 5 %, les pentes suivantes sont exceptionnellement tolérées et envisagées successivement dans l'ordre ci-après :

- 7 % maximum pour une longueur maximale de 5 mètres;
- 8 % maximum pour une longueur maximale de 2 mètres;
- 12 % maximum pour une longueur maximale de 50 centimètres;
- 30 % maximum pour une longueur maximale de 30 centimètres.

Une bordure de 5 cm de haut est prévue au sol, sur toute la longueur de la rampe, du côté du vide;

4° les paliers de repos : aux extrémités de ces pentes, un palier de repos horizontal pourvu d'une aire de manœuvre de 1,5 mètre est obligatoire. Une main-courante double à 75 centimètres et à 90 centimètres du sol est prévue de part et d'autre du plan incliné et du palier de repos;

5° les objets saillants : les objets saillants du type dévidoirs d'incendie, boîtes aux lettres, tablettes, qui dépassent de plus de 20 cm le mur ou le support auxquels ils sont fixés, sont pourvus latéralement d'un dispositif solide se prolongeant jusqu'au sol permettant aux personnes handicapées de la vue de détecter leur présence.

Art. 415/2 - Toutes les portes extérieures et intérieures des locaux présentent un libre passage de 85 centimètres minimum. L'usage exclusif des portes à tambour est interdit.

La longueur du mur situé dans le prolongement de la porte fermée, du côté de la poignée, est de 50 centimètres minimum.

Les sas, les couloirs et les dégagements présentent une aire de rotation de 1,5 mètre minimum hors débattement de porte éventuel.

Art. 415/3 - La cage d'escalier destinée au public répond aux conditions fixées ci-après :

1° les marches sont anti-dérapantes et le palier caractérisé par un changement de ton contrasté;

2° chaque escalier est équipé de chaque côté d'une main-courante solide et continue. Du côté du mur, la main-courante dépasse l'origine et l'extrémité de l'escalier de 40 centimètres et ne constitue de danger pour personne;

3° au sommet de chaque escalier, à 50 cm de la première marche, un revêtement au sol est installé en léger relief pour l'éveil à la vigilance des personnes handicapées de la vue.

Art. 415/4 - Les niveaux des locaux et les ascenseurs éventuels sont accessibles à partir de la voie d'accès par des cheminements dont les caractéristiques répondent aux conditions fixées aux articles 415/1 et 415/2.

Art. 415/5 - Les niveaux des locaux qui ne peuvent être atteints par les pentes prévues à l'article 415/1, sont accessibles, sans avoir recours à l'aide d'un tiers, par au moins un ascenseur ou par un élévateur à plate-forme dont les caractéristiques répondent aux conditions suivantes :

- 1° les systèmes d'appel et de commande sont perceptibles par toutes personnes handicapées, à l'aide de dispositifs lumineux et vocaux, si nécessaire;
- 2° le bouton d'appel est situé entre 80 et 95 centimètres du sol; une aire de manœuvre de 1,5 mètre libre de tout obstacle, débattement de porte éventuel compris, est disponible face au bouton d'appel;
- 3° la profondeur de la cabine éventuelle, face à la porte, et à chaque étage, est de 140 centimètres minimum;
- 4° la largeur de la cabine éventuelle est de 110 centimètres minimum;
- 5° la porte éventuelle, automatique et coulissante, présente un libre passage de 90 centimètres minimum;
- 6° l'ascenseur ou l'élévateur n'est pas verrouillé, sans préjudice de l'application des règles de sécurité;
- 7° une double série de boutons de commande est prévue : la première série, à hauteur habituelle, comporte des inscriptions en braille et les touches ne sont pas du type digital; la deuxième série ainsi que le téléphone éventuel, sont disposés horizontalement à une hauteur comprise entre 85 et 90 centimètres du sol. Les boutons mesurent minimum 3 cm. Le téléphone est muni d'un dispositif visuel signalant aux personnes sourdes qu'un interlocuteur est à l'écoute;
- 8° pour des raisons de sécurité à l'égard des enfants, le bouton "STOP" se situe à 130 centimètres du sol;
- 9° l'ascenseur est réglé pour que sa mise à niveau s'effectue parfaitement de plain-pied;
- 10° un signal auditif et lumineux indique le passage d'un étage.

Le présent article n'est pas applicable aux cafés, restaurants et commerces dont au moins un niveau est accessible selon les conditions fixées aux articles 415/1 et 415/2, et qui disposent à ce niveau des divers services et fonctions spécifiques à l'établissement et des toilettes éventuelles.

Art. 415/6 - Les locaux à guichets disposent au moins d'un guichet équipé d'une tablette dont la face inférieure est au moins à 75 centimètres du sol et la face supérieure au plus à 80 centimètres du sol; la profondeur libre sous la tablette est d'au moins 60 centimètres.

A défaut, un local d'accueil, accessible selon les conditions fixées aux articles 415/1 et 415/2 est prévu.

Art. 415/7 - Les bâtiments cités à l'article 414 qui disposent d'un système d'information interne par haut-parleurs, doivent pouvoir rendre visuels les messages diffusés. De plus leur système sonore d'alerte doit être doublé d'un signal lumineux.

Art. 415/8 - Lorsque des boîtes aux lettres sont mises à la disposition du public, l'ouverture se situe à une hauteur comprise entre 85 cm et 90 cm du sol.

Art. 415/9 - Lorsque des téléphones ou des distributeurs automatiques sont mis à la disposition du public, au moins un appareil répond aux caractéristiques suivantes :

1° s'il est posé sur un socle, le niveau de celui-ci est rattrapé par les pentes prévues à l'article 415/1 du présent arrêté;

2° s'il faut franchir une porte pour atteindre l'appareil, elle laisse un libre passage de 85 centimètres minimum, descend jusqu'au sol et est à battant unique, à moins qu'un dispositif d'entraînement automatique des 2 battants n'en permettre l'ouverture simultanée;

3° si l'accès à l'appareil nécessite la possession d'une carte individuelle à code, la serrure magnétique se situe à une hauteur comprise entre 80 et 95 centimètres du sol;

4° aucun siège n'est fixé devant l'appareil;

5° l'appareil présente par-dessous un espace dégagé d'au moins 60 centimètres de profondeur et est posé sur une tablette dont la face inférieure est au moins à 75 centimètres du sol et la face supérieure, au plus à 80 centimètres du sol. La largeur de la tablette répartie de part et d'autre de l'axe de l'appareil, est de 50 centimètres minimum. La tablette dépasse la face de l'appareil de 15 centimètres au moins, de 20 centimètres au plus;

6° le dispositif le plus haut à manipuler ne dépasse pas de plus de 50 centimètres la face supérieure de la tablette :

7° si un clavier numérique est utilisé, les chiffres "1 à 9" y sont disposés en carré, alignés de gauche à droite; le chiffre "5", central, est pourvu d'un repère en relief; la touche "zéro" se situe sous celle du "8";

8° les informations qui s'affichent sont doublées d'une synthèse vocale.

Art. 415/10 - Là où des toilettes sont prévues, au moins une cabine W.C. mesure minimum 180 centimètres sur 220 centimètres. Cette cabine accessible sans verrouillage de l'extérieur ne doit pas être strictement réservée. Un espace libre de tout obstacle, d'au moins 1,1 mètre de large est prévu d'un côté de l'axe de la cuvette et est situé dans l'axe de la porte.

La hauteur du siège est à 50 centimètres du sol; si un socle est utilisé pour sa mise à hauteur, celui-ci ne dépasse pas le profil de la cuvette.

Des poignées rabattables indépendamment l'une de l'autre sont prévues à 35 centimètres de l'axe de la cuvette. Ces poignées sont situées à 80 centimètres du sol et ont une longueur de 90 centimètres.

La porte de la cabine W.C. s'ouvre vers l'extérieur. Elle est munie à l'intérieur d'une lisse horizontale fixée à 90 centimètres du sol.

Dans les locaux sanitaires et en dehors de la cabine W.C. adaptée, au moins un lavabo présente par-dessous un passage libre de 60 centimètres de profondeur minimum. Le bord supérieur du lavabo est situé au maximum à 80 centimètres du sol.

Art. 415/11 - Lorsque des salles de bain sont mises à la disposition du public, au moins une salle de bain accessible et une salle de bain supplémentaire par tranches successives de 50 salles de bains, répond aux caractéristiques suivantes :

- 1° une aire de rotation de 1,5 mètre minimum hors débattement de porte est prévue à l'intérieur de la salle de bain;
- 2° une aire d'approche de 80 centimètres de large est prévue le long de la baignoire;
- 3° la hauteur supérieure du bord de la baignoire se situe à 50 centimètres du sol; une plage de transfert de 60 centimètres, horizontale, est prévue en tête de baignoire. Une barre horizontale de 80 centimètres de long est fixée au mur latéral à 70 centimètres du sol, près de la plage de transfert. Sous la baignoire, un espace libre de 14 centimètres de haut et de 1,1 mètre de large est prévu pour permettre l'usage éventuel d'un lève-personne.

Art. 415/12 - Lorsque des douches sont mises à la disposition du public, au moins une cabine de couche accessible et une cabine supplémentaire par tranches successives de 50 cabines, répond aux caractéristiques suivantes :

- 1° une aire de rotation de 1,5 mètre minimum hors débattement de porte est prévue dans la pièce de couche;
- 2° le sol, en pente douce, permet l'évacuation des eaux sans avoir recours à un bac de douche;
- 3° un siège rabattable, conçu dans un matériau antidérapant tout en permettant l'écoulement facile de l'eau, est fixé à 50 centimètres du sol. Le siège rabattable doit avoir des dimensions minimales de 40 centimètres de profondeur et 40 centimètres de largeur;
- 4° des poignées rabattables indépendamment l'une de l'autre sont prévues à 35 centimètres de l'axe du siège. Ces poignées sont situées à 80 centimètres du sol et mesurent 90 centimètres de long.

Art. 415/13 - Lorsque des cabines de déshabillage sont mises à la disposition du public, au moins une cabine accessible et une cabine supplémentaire par tranches successives de 50 cabines, répond aux caractéristiques suivantes :

- 1° une aire de rotation de 1,5 mètre minimum hors débattement de porte est prévue dans la cabine;
- 2° un siège rabattable est fixé à 50 centimètres du sol.

Art. 415/14 - Lorsque des sièges fixes sont mis à la disposition du public, un espace dégagé de 130 centimètres sur 80 centimètres minimum, est prévu. Un même espace supplémentaire est prévu par tranches successives de 50 sièges. Ces espaces sont accessibles à partir d'une aire de rotation libre de 1,5 mètre minimum.

Art. 415/15 - Lorsque des chambres sont mises à disposition du public, une chambre au moins et une même chambre supplémentaire par tranches successives de 50 chambres, présente un cheminement libre de 90 centimètres autour du mobilier. Ce cheminement donne accès aux différents fonctions et à une aire de rotation de 1,5 mètre minimum prévue hors débattement des portes.

Les W.C., les lavabos et les salles de bain ou douches jouxtant immédiatement ces chambres, répondent aux conditions prévues aux articles 415/10, 415/11 et 415/12.

De plus, dans les établissements de plus de 50 chambres, au moins une salle de bain supplémentaire, isolée et communautaire répond aux conditions de l'article 415/11.

Art. 415/16 - Les voiries, espaces et mobilier visés à l'article 414, 3° répondent aux caractéristiques suivantes :

- 1° un cheminement permanent est libre de tout obstacle sur une largeur minimale de 1,5 mètre et sur une hauteur minimale de 2,2 mètres mesurée à partir du sol. La porte transversale de ce cheminement ne dépasse pas 2 centimètres par mètre;
- 2° au droit d'un obstacle dont la longueur ne dépasse pas 50 centimètres, la largeur minimale peut être réduite à 1,2 mètre pour autant qu'aucun autre obstacle ne soit présent à moins de 1,5 mètre;
- 3° si le cheminement est établi en trottoir, le niveau de celui-ci est ratrappé à partir de la chaussée par les pentes prévues à l'article 415/1;
- 4° si des potelets sont utilisés pour contenir le stationnement illicite des véhicules, par exemple, ils mesurent au moins un mètre, sont de teinte contrastée par rapport à l'environnement immédiat, dépourvus d'arêtes vives, et distants d'au moins 85 centimètres. Ils ne sont pas reliés entre eux;
- 5° les dispositifs saillants, telles les boîtes aux lettres et les téléphones, qui dépassent de plus de 20 centimètres leur support doivent être munis latéralement et jusqu'au sol de dispositifs solides permettant d'être détectés par les personnes handicapées de la vue;
- 6° le mobilier et des dispositifs publics tels que guichets, boîtes aux lettres, téléphones, distributeurs, sanisettes et abris d'attente, répondent respectivement aux conditions fixées aux articles 415/6, 415/8, 415/9, 415/10 et 415/14;
- 7° les portes de garage des immeubles implantés sur l'alignement seront du type coulissantes et non basculantes. »

Art. 2. L'article 416 du même Code est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipment et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2209

[C — 99/27518]

20. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festsetzung der technischen und architektonischen Anforderungen, denen die in Artikel 414 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten öffentlichen Gebäude und Flächen genügen müssen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 76, Absatz 1, 6°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Zugänglichkeit für Personen mit beschränkter Beweglichkeit zu öffentlichen oder zur kollektiven Benutzung bestimmten Flächen, Gebäuden und Gebäudeteilen, und deren Benutzung durch diese Personen;

In Erwürdigung des Gutachtens des Staatsrates vom 23. September 1998 über den Entwurf des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Zugänglichkeit für Personen mit beschränkter Beweglichkeit zu öffentlichen oder zur kollektiven Benutzung bestimmten Flächen, Gebäuden und Gebäudeteilen, und deren Benutzung durch diese Personen, in dem das Folgende zu lesen ist: « gemäß Artikel 76, Absatz 1, 6° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe obliegt es der Wallonischen Regierung, die technischen und architektonischen Anforderungen, denen die von ihr bestimmten Kategorien von öffentlichen Gebäuden und Flächen genügen müssen, zu erlassen. »;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates, das in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 12. April 1999 abgegeben worden ist;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 415 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch die Artikel 415 bis 415/16 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

« Art. 415 – Auf den Parkplätzen muss in unmittelbarer Nähe deren Ausgangs oder des Eingangs des Gebäudes, an das sie angrenzen, ein Stellplatz mit einer Mindestbreite von 3,30 Metern vorhanden sein, und zusätzlich für jede weitere Reihe von 50 Plätzen muss auch ein weiterer solcher Stellplatz vorgesehen sein. Diese stellplätze sind auf einer waagerechten Fläche vorbehalten und gekennzeichnet.

Art. 415/1 – Alle in Artikel 414 erwähnten Gebäude, Räumlichkeiten oder Einzäunungen sowie die in Pos. 2 und 3 dieses Artikels erwähnten Räumlichkeiten und Gebäude, verfügen von der Straße und dem Parkplatz aus über mindestens einen behindertengerechten Zugang, der möglichst direkt ist und dessen Verkehrsfläche den folgenden Anforderungen genügt:

1° die Fläche ist vorzugsweise horizontal, stufen- und absatzlos; die Mindestbreite beträgt 120 cm;

2° der Belag ist fest, nicht glatt, weist kein Hindernis für die Räder auf und hat kein Loch und keine Spalte, das bzw. die mehr als 1 cm breit ist;

3° die Gefälle: das Quergefälle oder die Überhöhung beträgt höchstens 2 %.

Wenn ein Längsgefälle notwendig ist, beträgt es optimal höchstens 5 cm pro Meter über eine maximale Länge von 10 Metern.

Wenn es technisch unmöglich ist, Gefälle zu benutzen, die höchstens 5 % betragen, werden die folgenden Gefälle ausnahmsweise zugelassen und nach folgender Reihenfolge in Betracht gezogen:

- höchstens 7 % über eine maximale Länge von 5 Metern;

- höchstens 8 % über eine maximale Länge von 2 Metern;

- höchstens 12 % über eine maximale Länge von 50 Zentimetern;

- höchstens 30 % über eine maximale Länge von 30 Zentimetern.

Am Boden wird eine 5 Zentimeter hohe Bordüre über die ganze Länge der Rampe an der offenen Seite vorgesehen;

4° Ruhepodeste: am Ende dieser Steigungen muss ein horizontales Ruhepodest mit einer Wendefläche von 1,5 Metern vorhanden sein. Beiderseits der Rampe und des Ruhepodests ist ein doppelter Handlauf auf einer Höhe von 75 cm und 90 cm vom Boden vorgesehen;

5° vorspringende Gegenstände: die vorspringenden Gegenstände wie Feuerwehrschauchhaspel, Briefkästen, Platten, die von der Mauer oder von dem Träger, an dem sie befestigt sind, über mehr als 20 cm vorspringen, werden setztlich mit einer festen, bis zum Boden reichenden Vorrichtung versehen, damit sie den sehbehinderten Personen auffallen.

Art. 415/2 – Alle Außen- und Innentüren der Räumlichkeiten müssen einen freien Durchgang von mindestens 85 cm aufweisen.

Die ausschließliche Benutzung von Drehtüren ist verboten.

Die Mauer, die sich in der Verlängerung der geschlossenen Tür auf der Seite des Türgriffs befindet, muss mindestens 50 cm lang sein.

Die Schleusenräume, Gänge und Korridore weisen eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Metern außerhalb des eventuellen Ausschwenkbereichs der Tür.

Art. 415/3 – Der für die Öffentlichkeit bestimmte Treppenraum muss den folgenden Anforderungen genügen:

1° die Stufen sind rutschfest und der Absatz fällt durch eine kontrastierte Farbe auf;

2° jede Treppe ist an beiden Seiten mit einem festen und ununterbrochenen Handlauf ausgestattet. An der Seite der Mauer überschreitet der Handlauf den Anfang und das Ende der Treppe um 40 cm und stellt keine Gefahr für niemanden dar;

3° an der Spitze jeder Treppe ist ein Bodenbelag 50 cm von der ersten Stufe entfernt leicht im Relief angebracht, um die Aufmerksamkeit der sehbehinderten Personen auf die Treppe zu lenken.

Art. 415/4 – Das Niveau der Räumlichkeiten und der eventuellen Aufzüge ist ab dem Zugangsweg über behindertengerechte Wege zugänglich, deren Eigenschaften den in Artikel 415/1 und 415/2 festgelegten Anforderungen genügen.

Art. 415/5 – Das Niveau der Räumlichkeiten, die durch die in Artikel 415/1 vorgesehenen Gefälle nicht erreicht werden können, ist ohne fremde Hilfe zugänglich, durch mindestens einen Aufzug oder einen Treppenlift mit Plattform, deren Eigenschaften den folgenden Anforderungen genügen:

1° die Ruf- und Bedienungssysteme müssen von allen behinderten Personen gegebenenfalls durch leuchtende und vokale Vorrichtungen erkennbar sein;

2° der Druckknopf steht zwischen 80 und 95 cm über dem Boden; eine Wendefläche von 1,5 Metern, frei von jedem Hindernis, einschließlich des eventuellen Ausschwenkbereichs der Tür, steht vor dem Druckknopf frei;

3° die Tiefe der eventuellen, der Tür gegenüberstehenden Kabine beträgt mindestens 140 cm;

4° die Breite der eventuellen Kabine beträgt mindestens 110 cm;

5° die eventuelle Tür ist eine automatische Gleittür, deren Durchgangsbreite mindestens 90 cm beträgt.

6° unbeschadet der Einhaltung der Sicherheitsregeln ist der Aufzug bzw. Treppenlift nicht abgeschlossen;

7° es wird eine doppelte Reihe Bedienungsknöpfe vorgesehen: die erste Reihe steht auf gewöhnlicher Höhe, hat Braille -Beschriftungen und keine digitalen Tasten (Sensoren); die zweite Reihe sowie der eventuelle Telefonapparat sind waagerecht auf einer Höhe zwischen 85 und 90 cm über dem Boden angebracht. Die Bedienungsknöpfe sind mindestens 3 cm breit. Der Telefonapparat ist mit einer Sichtvorrichtung ausgestattet, um die gehörlosen Personen zu informieren, dass sie mit einem Gesprächspartner verbunden sind.

8° aus Sicherheitsgründen für Kinder ist der « STOP »-Druckknopf auf einer Höhe von 130 cm über dem Boden angebracht;

9° der Aufzug ist so geregelt, dass der Höhenausgleich einwandfrei ohne jeglichen Niveauunterschied erfolgt;

10° ein akustisches und ein Lichtsignal meldet die Ankunft des Aufzugs im jeweiligen Stockwerk.

Der vorliegende Artikel findet keine Anwendung auf die Cafés, Restaurants und Gewerbe, bei denen mindestens ein Stockwerk gemäß den in Artikel 415/1 und 415/2 festgelegten Anforderungen zugänglich ist, und die in diesem Stockwerk über die verschiedenen für die Einrichtung spezifischen Dienste und Funktionen und ggf. über Toiletten verfügen.

Art. 415/6 - In den Schalterräumen muss mindestens ein Schalter mit einer Platte ausgestattet sein, deren Unterkante mindestens 75 cm und deren Oberkante höchstens 80 cm vom Boden entfernt ist; Die freie Tiefe unter der Platte beträgt mindestens 60 cm.

Mangels dessen ist ein Empfangsraum vorgesehen, der gemäß den in Artikel 415/1 und 415/2 festgelegten Anforderungen zugänglich ist.

Art. 415/7 – In den in Artikel 414 erwähnten Gebäuden, die über ein internes Informationssystem durch Lautsprecher verfügen, muss es möglich sein, den gesendeten Mitteilungen eine visuelle Form zu geben. Außerdem muss ihr akustisches Warnsignal mit einem Lichtsignal ergänzt werden.

Art. 415/8 – Wenn der Öffentlichkeit Briefkästen zur Verfügung gestellt werden, muss sich ihre Öffnung auf einer Höhe zwischen 85 und 90 cm über dem Boden befinden.

Art. 415/9 - Wenn der Öffentlichkeit Telefonapparate oder Automaten zur Verfügung gestellt werden, muss mindestens ein Apparat den folgenden Anforderungen genügen:

1° wenn er auf einem Podest steht, so muss das Niveau dieses Podestes durch die in Artikel 415/1 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Gefälle zugänglich gemacht werden;

2° wenn vor dem Apparat eine Tür steht, so muss sie einen freien Durchgang von mindestens 85 cm lassen, bis zum Boden gebaut sein und einen einzigen Türflügel haben, außer wenn ein automatisches Türantriebssystem die gleichzeitige Öffnung der beiden Flügel ermöglicht;

3° wenn der Zugang zum Apparat den Besitz einer individuellen Steckkarte benötigt, so muss sich das magnetische Schloss auf einer Höhe zwischen 80 und 95 cm über dem Boden befinden.

4° kein Sitz ist vor dem Apparat befestigt;

5° unter dem Apparat ist ein freier Raum vorhanden, der mindestens 60 cm tief ist. Der Apparat steht auf einer Platte, deren Unterkante mindestens 75 cm vom Boden und deren Oberkante höchstens 80 cm vom Boden entfernt ist. Die Breite der Platte, die beidseits der Achse des Apparats verteilt ist, beträgt mindestens 50 cm. Die Platte überragt die Vorderseite des Apparats um mindestens 15 cm und um höchstens 20 cm;

6° die höchste zu benutzende Vorrichtung steht nicht über 50 cm über der Oberkante der Platte;

7° wenn eine digitale Tastatur zu benutzen ist, sind die Ziffern « 1 bis 9 » als Viereck, von links nach rechts angebracht; die Ziffer « 5 » in der Mitte ist mit einem Zeichen im Relief ausgestattet; die Taste « Null » steht unter der Taste « 8 ».

8° die angezeigten Angaben werden gleichzeitig durch eine Computerstimme ausgesprochen.

Art. 415/10 – Dort, wo Toiletten vorgesehen sind, muss mindestens ein Toilettenraum eine Größe von 180 cm x 220 cm haben. Dieser Raum, der ohne Verriegelung von außen zugänglich ist, muss nicht streng vorbehalten sein. Ein hindernisfreier, mindestens 1, 1 Meter breiter Raum ist an einer Seite der Achse des Klosettbeckens in der Achse der Tür vorgesehen.

Der Toilettensitz muss auf einer Höhe von 50 cm vom Boden sein.

Wenn ein Fußgestell zur Erreichung einer bestimmten Höhe verwendet wird, darf dieses das Beckenprofil nicht überschreiten.

35 cm von der Beckenachse entfernt müssen Handgriffe vorgesehen sein, die unabhängig voneinander herauf - bzw. heruntergeklappt werden können. Sie müssen auf einer Höhe von 80 cm vom Boden angebracht sein und eine Länge von 90 cm haben.

Die Tür des Toilettenraumes öffnet sich nach außen. Die Innenseite der Tür ist mit einer horizontalen Leiste ausgestattet, die 90 cm über dem Boden angebracht ist.

In den Sanitärräumen und außerhalb des behindertengerechten Toilettenraums gibt es mindestens ein Waschbecken, unter dem ein mindestens 60 cm tiefer Freiraum vorhanden ist. Die Oberkante des Wachbeckens steht höchstens auf einer Höhe von 80 cm vom Boden.

Art. 415/11 – Wenn der Öffentlichkeit Badezimmer zur Verfügung gestellt werden, genügen mindestens ein zugängliches Badezimmer und ein zusätzliches Badezimmer für jede weitere Reihe von 50 Badezimmern den folgenden Anforderungen:

1° es wird eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Metern außerhalb des Ausschwenkbereichs der Tür in dem Badezimmer vorgesehen.

2° entlang der Badewanne ist eine 80 cm breite Annäherungsfläche vorgesehen;

3° die maximale Höhe der Oberkante der Badewanne beträgt 50 cm über dem Boden; am Kopfende der Badewanne ist eine horizontale Ruhebank von 60 cm vorgesehen. Eine horizontal befestigte, 80 cm lange Stange ist seitlich an der Wand auf einer Höhe von 70 cm vom Boden bei der Ruhebank angebracht. Unter der Badewanne ist ein 14 cm höher und 1,1 M breiter Freiraum vorgesehen, um die eventuelle Benutzung eines Lifters zu ermöglichen.

Art. 415/12 – Wenn der Öffentlichkeit Duschen zur Verfügung gestellt werden, genügen mindestens eine zugängliche Duschkabine und eine zusätzliche Duschkabine für jede weitere Reihe von 50 Kabinen den folgenden Anforderungen:

1° eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Meter außerhalb des Ausschwenkbereichs der Tür ist in dem Duschraum vorgesehen.

2° der leicht abfallende Boden ermöglicht den Wasserabfluss, so dass keine Duschwanne erforderlich ist;

3° ein Klappstuhl aus rutschfestem Material, der das leichte Abfließen des Wassers ermöglicht, ist auf einer Höhe von 50 cm vom Boden befestigt. Der Klappstuhl muss mindestens 40 cm tief und 40 cm breit sein;

4° Handgriffe, die unabhängig voneinander herauf - bzw. heruntergeklappt werden können, sind 35 cm von der Sitzachse entfernt vorgesehen. Diese Handgriffe stehen auf einer Höhe von 80 cm vom Boden und sind 90 cm lang.

Art. 415/13 – Wenn der Öffentlichkeit Umkleidekabinen zur Verfügung gestellt werden, genügen mindestens eine zugängliche Umkleidekabine und eine zusätzliche Umkleidekabine für jede weitere Reihe von 50 Kabinen den folgenden Anforderungen:

1° es wird eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Metern außerhalb des Ausschwenkbereichs der Tür in der Kabine vorgesehen.

2° ein Klappstuhl ist 50 cm über dem Boden befestigt.

Art. 415/14 – Wenn der Öffentlichkeit fest verankerte Sitze zur Verfügung gestellt werden, ist ein Freiraum von mindestens 130 cm x 80 cm vorgesehen. Ein zusätzlicher solcher Raum ist für jede weitere Reihe von 50 Sitzen vorgesehen. Diese Räume sind über eine freie Rotationsfläche von mindestens 1,5 Metern zugänglich.

Art. 415/15 – Wenn der Öffentlichkeit Schlafzimmer zur Verfügung gestellt werden, weisen mindestens ein zugängliches Schlafzimmer und ein zusätzliches Schlafzimmer für jede weitere Reihe von 50 Schlafzimmern einen freien behindertengerechten Weg von 90 cm um das Mobiliar auf. Durch diesen Weg sind die verschiedenen Funktionen sowie eine freie, außerhalb des Ausschwenkbereichs der Türen vorgesehene Rotationsfläche zugänglich.

Die W.C., Waschbecken und Badezimmer bzw. Duschen, die diese Zimmer unmittelbar angrenzen, genügen den in Artikel 415/10, 415/11 und 415/12 festgelegten Anforderungen.

In den Einrichtungen mit mehr als 50 Schlafzimmern muss außerdem mindestens ein zusätzliches, getrenntes und zur gemeinschaftlichen Benutzung dienendes Badezimmer den Anforderungen von Artikel 415/11 genügen.

Art. 415/16 – Die in Artikel 414, 3° erwähnten Verkehrswege, Freiräume und Mobiliar entsprechen den folgenden Merkmalen:

1° es gibt eine ständiger behindertengerechter Weg, frei von jeglichem Hindernis über eine Mindestbreite von 1,5 Metern und eine Mindesthöhe von 2,2 Metern ab dem Boden. Das Quergefälle zu diesem Weg überschreitet nicht 2 cm pro Meter;

2° in der Nähe von einem Hindernis, dessen Länge 50 cm nicht überschreitet, kann die Mindestbreite auf 1,2 M reduziert werden, sofern es kein Hindernis in einem Umkreis von höchstens 1,5 M gibt.

3° wenn der behindertengerechte Weg als Bürgersteig angelegt ist, so muss dessen Niveau ab der Straße durch die in Artikel 415/1 vorgesehenen Gefälle ausgeglichen werden;

4° wenn zum Beispiel Pfosten zur Verhinderung des unerlaubten Parkens der Fahrzeuge benutzt werden, müssen sie mindestens 1 Meter hoch sein, eine Kontrastfarbe im Vergleich zur unmittelbaren Umgebung haben, nicht scharfkantig sein und mindestens 85 cm entfernt voneinander stehen. Sie sind nicht miteinander verbunden.

5° die vorspringenden Anlagen, wie Briefkästen und Telefone, die um mehr als 20 cm von ihrem Träger vorkragen, müssen seitlich bis zum Boden mit festen Vorrichtungen versehen werden, damit sie durch die sehbehinderten Personen wahrgenommen werden können;

6° das öffentliche Mobiliar und die öffentlichen Anlagen wie die Schalter, Briefkästen, Automaten, automatisierten öffentlichen Toiletten und Wartehallen genügen jeweils den in den Artikeln 415/6, 415/8, 415/9, 415/10 und 415/14 festgelegten Anforderungen;

7° die Garagentore der Gebäude, die in der Fluchtlinie liegen, sind keine Flügeltüren sondern Schiebetüren. »

Art. 2 - Artikel 416 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 20. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

N. 99 — 2209

[C — 99/27518]

20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de technische en architectonische normen waaraan de gebouwen en ruimten bedoeld in artikel 414 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium moeten beantwoorden

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 76, eerste lid, 6°;

Gelet op het besluit van 25 februari 1999 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de bereikbaarheid en het gebruik van ruimten en gebouwen of gedeelten van gebouwen die voor het publiek of voor gemeenschappelijk gebruik bestemd zijn, door personen met verminderde beweeglijkheid;

Overwegende dat in het advies de Raad van State uitgebracht op 23 september 1998 over het ontwerp van besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de bereikbaarheid en het gebruik van ruimten en gebouwen of gedeelten van gebouwen die voor het publiek of voor gemeenschappelijk gebruik bestemd zijn, door personen met verminderde beweeglijkheid, bepaald wordt dat « het overeenkomstig artikel 76, eerste lid, 6° van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium op de Waalse Regering neerkomt om de technische en architectonische normen vast te stellen waaraan de door haar bepaalde categorieën van gebouwen en ruimten moeten beantwoorden »;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 12 april 1999 krachtens artikel 84, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 415 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door de artikelen 415 tot en met 415/16 die luiden als volgt :

« Art. 415. De parkeerplaatsen moeten vlakbij de uitgang of de ingang van het gebouw waaraan zij grenzen, voorzien zijn van één parkeervak met een breedte van minimum 3,3 meter en één bijkomend vak per opeenvolgende groepen van 50 vakken. Deze parkeervakken worden over een horizontale oppervlakte gereserveerd en duidelijk aangegeven.

Art. 415/1 - Alle gebouwen, lokalen of ingesloten ruimten bedoeld in artikel 414 alsmede de lokalen en gebouwen bedoeld onder de punten 2 en 3 van dit artikel beschikken vanaf de straat en de parkeerplaats over ten minste één toegangsweg die zo rechtstreeks mogelijk is, waarvan de doorgangswegen aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

1° de oppervlakte is bij voorkeur horizontaal, zonder trede en uitstek; de minimumbreedte bedraagt 120 centimeter;

2° de verharding is niet los, niet glad, zonder hindernis voor het wiel en zonder kuil of scheur die meer dan 1 centimeter breed is;

3° de hellingen : de dwarshelling of verkanting bedraagt maximum 2 %.

Wanneer een overlangse helling nodig is, bedraagt ze idealiter maximum 5 centimeter per meter voor een maximumlengte van 10 meter.

Indien het technisch onmogelijk is om hellingen van maximum 5 % te gebruiken, worden de volgende hellingen bij uitzondering toegelaten en in de hierna bepaalde orde overwogen :

- maximum 7 % voor een maximumlengte van 5 meter;
- maximum 8 % voor een maximumlengte van 2 meter;
- maximum 12 % voor een maximumlengte van 50 centimeter;
- maximum 30 % voor een maximumlengte van 30 centimeter.

Een band met een maximumhoogte van 5 cm wordt op de vloer aangelegd over de hele lengte van de klimming langs de holle ruimte.

4° horizontale gedeelten : aan de eindpunten van deze hellingen is een horizontaal gedeelte verplicht, met een bewegingsoppervlakte van 1,5 meter. Een dubbele leuning, op 75 centimeter en 90 centimeter boven de vloer, wordt aangelegd aan weerszijden van het hellend vlak en het horizontaal gedeelte;

5° uitspringende voorwerpen : de uitspringende voorwerpen zoals muurhaspels voor brandslangen, brievenbus-sen, dekplaten die met meer dan 20 cm uitsteken aan de muur of de muurstoel waaraan zij vastgemaakt zijn, zijn voorzien van een stevige inrichting tot op de vloer waarbij de gehandicapten met gezichtsstornis de aanwezigheid van deze voorwerpen kunnen aanvoelen.

Art. 415/2 – Alle buiten- en binnendeuren van de lokalen moeten een vrije doorgangsbreedte van minimum 85 centimeter hebben. Het uitsluitend gebruik van de doordraaiende deuren is verboden. De lengte van de muur in het verlengde van de gesloten deur bedraagt aan de zijde van het handvat minimum 50 centimeter.

De sassen, gangen en overlopen hebben een draaioppervlakte van minimum 1,5 meter behalve eventuele slingerkromme van de deur.

Art. 415/3 – Het trappenhuis bestemd voor het publiek beantwoordt aan de volgende normen :

1° de aantreden zijn slipvrij en het bordes wordt gekenmerkt door een contrastrijke kleurverandering;

2° iedere trap moet aan weerszijden voorzien zijn van een stevige en doorlopende leuning. Langs de muur steekt de leuning aan het begin- en eindpunt van de trap met 40 cm uit en levert geen gevaar op.

3° op het hoogste punt van de trap wordt op 50 cm van de eerste aantrede een lichtjes geribde vloerbekleding aangelegd om de aandacht van de gehandicapte personen met gezichtsstoornis daarop te vestigen.

Art. 415/4 – De niveaus van de lokalen en de eventuele liften zijn vanaf de toegangsweg toegankelijk via doorgangswegen waarvan de kenmerken aan de in de artikelen 415/1 en 415/2 gestelde voorwaarden voldoen.

Art. 415/5 – De niveaus van de lokalen die niet langs de in artikel 415/1 bepaalde hellingen bereikt kunnen worden, moeten zonder de hulp van een derde persoon toegankelijk zijn via een lift of een elevator met platform waarvan de kenmerken aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de meld- en bedieningssystemen moeten door iedere gehandicapte persoon waargenomen kunnen worden zo nodig d.m.v. lichtgevende of steminrichtingen;

2° de drukknop bevindt zich op een hoogte van 80 tot 90 centimeter van de vloer; een belemmeringsvrije bewegingsoppervlakte van 1,5 m, slingerkromme van de deur inbegrepen, ligt tegenover de drukknop;

3° de diepte van de eventuele kabineruimte, tegenover de deur, en op elke verdieping bedraagt minimum 140 centimeter;

4° de breedte van de eventuele kabineruimte bedraagt minimum 110 centimeter;

5° de eventuele automatische schuifdeur heeft een doorgangsbreedte van minimum 90 centimeter;

6° de lift of elevator wordt niet gegrendeld onverminderd de toepassing van de veiligheidsnormen;

7° dubbele reeks bedieningsknoppen : de eerste reeks, op gebruikelijke hoogte, omvat brailleopschriften en de drukknoppen zijn niet digitaal; de tweede reeks alsmede de eventuele telefoon worden horizontaal aangelegd op een hoogte van 85 tot 90 centimeter van de vloer. De knoppen hebben een diameter van 3 centimeter. Aan de hand van een aan de telefoon vastgemaakte plaatje worden dove personen erop gewezen dat een gesprekspartner aan de andere kant van de lijn luisterbereid is;

8° om veiligheidsredenen ten opzichte van kinderen bevindt de knop « STOP » zich op 130 centimeter van de vloer;

9° de lift wordt dusdanig geregeld dat de peilinstelling volkomen gelijkvloers gebeurt;

10° door een geluids- en lichtsignaal wordt aangegeven op welke verdiepingen de lift al dan niet stopt.

Dit artikel is niet van toepassing op cafés, restaurants en winkels waarvan ten minste één niveau toegankelijk is overeenkomstig de in de artikelen 415/1 en 415/2 gestelde voorwaarden en die op dit niveau over de verschillende diensten en functies eigen aan deze inrichting en over eventuele toiletten beschikken.

Art. 415/6 – De lokalen met loketten beschikken over ten minste één loket dat voorzien is van een dekplaat waarvan het ondervlak op ten minste 75 centimeter van de vloer ligt en het bovenvlak op meer dan 80 centimeter van de vloer; de vrije diepte onder de dekplaat bedraagt ten minste 60 centimeter.

Bij gebreke hiervan wordt in een onthaallokaal voorzien dat toegankelijk is overeenkomstig de in de artikelen 415/1 en 415/2 bepaalde voorwaarden.

Art. 415/7 – In de in artikel 414 bedoelde gebouwen die over een intern informatiesysteem met luidsprekers beschikken moeten de verspreide boodschappen visueel worden gemaakt.

Bovendien moet hun geluidswaarschuwingsysteem aan een lichtsignaal gekoppeld worden.

Art. 415/8 – Wanneer brievenbussen ter beschikking van het publiek worden gesteld, bevindt de gleuf zich op een hoogte tussen 85 cm en 90 cm van de vloer.

Art. 415/9 – Wanneer telefoons of automaten ter beschikking van het publiek worden gesteld voldoet ten minste één verdeler aan de volgende normen :

1° indien de automaat op een voetstuk staat wordt het niveau hiervan ingehaald d.m.v. de hellingen bedoeld in artikel 415/1 van dit besluit;

2° indien de automaat zich achter een deur bevindt, moet deze deur een vrije doorgangsbreedte van minimum 85 centimeter hebben, tot op de vloer reiken en voorzien zijn van een enige vleugel, tenzij een automatisch deuraandrijvingssysteem ervoor zorgt dat ze beide tegelijk geopend kunnen worden;

3° indien een persoonlijke codekaart vereist is voor de toegang tot de automaat bevindt het magneetslot zich op een hoogte van 80 tot 90 cm van de vloer;

4° geen enkele zitting wordt voor de automaat vastgemaakt;

5° onder de automaat ligt een vrije ruimte met een diepte van minstens 60 centimeter. De automaat staat op een dekplaat waarvan het ondervlak op ten minste 75 centimeter van de vloer ligt en het bovenvlak op maximum 80 centimeter van de vloer. De breedte van de dekplaat die aan weerszijden van de as van de verdeler verspreid is, bedraagt minimum 50 centimeter. De dekplaat steekt met minimum 15 cm en maximum 20 cm aan het voorvlak van de automaat uit;

6° de op het hoogste punt te hanteren inrichting ligt niet hoger dan 50 centimeter van het bovenvlak van de dekplaat;

7° indien een digitaal toetsenbord wordt gebruikt, worden de cijfers « 1 tot 9 » in de vorm van een vierkant opgesteld, op een rij van links naar rechts geplaatst; het cijfer « 5 » wordt centraal geplaatst en is voorzien van een reliëfmerk; de toets « nul » wordt onder de toets « 8 » geplaatst;

8° de gegevens die verschijnen gaan gepaard met een vocale synthese.

Art. 415/10 – Waar toiletten aangelegd zijn, moet de afmetingen van ten minste één WC-cabine minimum 180 centimeter op 220 centimeter bedragen. Deze toegankelijke cabine zonder buitengrendeling moet niet strict gereserveerd zijn voor gehandicapte personen. Aan één zijde van de as wordt in een belemmeringsvrije ruimte met een breedte van minstens 1,1 meter voorzien, die in de as van de deur ligt. De hoogte van het zitvlak van de WC-pot moet vanaf de vloer 50 centimeter bedragen; indien een voetplaat voor de regeling van de hoogte wordt gebruikt, mag hij niet groter zijn dan het profiel van de WC-pot. Handvatten die onafhankelijk van elkaar neerklapbaar zijn, moeten op 35 centimeter van de as van de WC-pot aangebracht zijn. Die handvatten bevinden zich op 80 centimeter boven de vloer en zijn 90 centimeter lang. De deur van de WC-cabine moet naar buiten opendraaien. Deze deur is uitgerust met een horizontaal aangelegde leuningregel op een hoogte van 90 centimeter boven de vloer.

In de sanitaire lokalen en buiten de aangepaste WC-cabine is er onder de wastafel een vrije doorgang die minimum 60 centimeter diep is. De bovenrand van de wastafel ligt 80 centimeter boven de vloer.

Art. 415/11 – Wanneer badkamers ter beschikking van het publiek worden gesteld, moeten ten minste één toegankelijke badkamer en één bijkomende badkamer per opeenvolgende groepen van 50 badkamers aan de volgende normen beantwoorden :

1° binnen de badkamer wordt voorzien in een draaioppervlakte van minimum 1,5 meter behalve de slingerkromme van de deur;

2° langs de badkuip wordt voorzien in een toegangsoppervlakte met een breedte van 80 centimeter;

3° de hoogte van de bovenrand van de badkuip bevindt zich op 50 centimeter boven de vloer; een horizontale rustbankje van 60 centimeter wordt aan het hoofd van de badkuip aangelegd. Een horizontale 80 meter lange stang is op een hoogte van 70 cm boven de vloer aan de zijmuur vastgemaakt, naast de overdrachtszone. Onder de badkuip wordt in een vrije ruimte voorzien die 14 centimeter hoog is, en 1,1 meter breed om het gebruik van een badkuiplift mogelijk te maken.

Art. 415/12 – Wanneer douches ter beschikking van het publiek worden gesteld, moeten ten minste één toegankelijke douchecel en één bijkomende douchecel per opeenvolgende groepen van 50 douchecellen aan de volgende normen beantwoorden :

1° binnen de douchekamer wordt voorzien in een draaioppervlakte van minimum 1,5 meter behalve de slingerkromme van de deur;

2° de licht hellende vloer maakt de waterafvoer mogelijk zonder het gebruik van een doucheafvoerbak;

3° een klapzitting die uit een slipvrij materiaal vervaardigd is en een gemakkelijke waterafvoer mogelijk maakt wordt op 50 centimeter boven de grond vastgemaakt. De afmetingen van de klapzitting bedragen minimum 40 centimeter voor de diepte en 40 centimeter voor de breedte;

4° handvatten die onafhankelijk van elkaar neerklapbaar zijn, moeten op 35 centimeter van de as van de zitting aangebracht zijn. Die handvatten bevinden zich op 80 centimeter boven de vloer en zijn 90 centimeter lang.

Art. 415/13 - Wanneer kleedruimtes ter beschikking van het publiek worden gesteld, moeten ten minste één toegankelijke kleedruimte en één bijkomende kleedruimte per opeenvolgende groepen van 50 kleedruimtes aan de volgende normen beantwoorden :

1° binnen de kleedruimte wordt voorzien in een draaioppervlakte van minimum 1,5 meter behalve de slingerkromme van de deur;

2° een klapzitting wordt op 50 centimeter boven de grond vastgemaakt.

Art. 415/14 – Wanneer vaste zitplaatsen ter beschikking van het publiek worden gesteld, moet in een vrije ruimte worden voorzien met een lengte van 130 centimeter en een breedte van 80 centimeter. Per opeenvolgende groepen van 50 zitplaatsen wordt in dezelfde bijkomende ruimte voorzien. Deze ruimten zijn toegankelijk vanaf een vrije draaioppervlakte van minimum 1,5 meter.

Art. 415/15 – Wanneer slaapkamers ter beschikking van het publiek worden gesteld, moet ten minste één kamer en één bijkomende kamer per opeenvolgende groepen van 50 slaapkamers over een vrije doorgangsweg beschikken van 90 centimeter rond het meubilair. Deze doorgangsweg geeft toegang tot de verschillende functies en tot een draaioppervlakte van minimum 1,5 meter behalve de slingerkromme van de deuren.

De WC's, wastafels en badkamers of douches die vlakbij deze slaapkamers gelegen zijn, moeten aan de voorwaarden voldoen zoals bepaald in de artikelen 415/10, 415/11 en 415/12.

Bovendien moet ten minste één bijkomende badkamer, ongeacht of die apart of gemeenschappelijk is, in de instellingen met meer dan 50 slaapkamers voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 415/11.

Art. 415/16 – De in artikel 414, 3° bepaalde wegen, ruimten en straatmeubilair moeten aan de volgende normen beantwoorden :

1° een permanente doorgangsweg die belemmeringsvrij is met een minimumbreedte van 1,5 meter en met een minimumhoogte van 2,2 meter boven de vloer. De dwarschelling van deze doorgangsweg bedraagt niet meer dan 2 centimeter per meter.

2° ter hoogte van een belemmering die maximum 50 centimeter lang is, kan de minimumbreedte beperkt zijn tot 1,2 meter voor zover geen andere belemmering aanwezig op minder dan 1,5 meter;

3° indien de doorgangsweg in een voepad bestaat wordt het niveau hiervan ingehaald van de weg d.m.v. in artikel 415/1 bepaalde hellingen;

4° indien paaltjes gebruikt worden om bvb het onwettig parkeren van voertuigen in te dijken, zijn ze ten minste één meter hoog, en worden gekenmerkt door een contrastrijke kleur ten opzichte van de rechtstreekse omgeving, zonder scherpe kanten en staan op ten minste 85 centimeter afstand van elkaar. Zij worden niet met elkaar verbonden;

5° uitspringend meubilair zoals brievenbussen en telefoons die meer dan 20 centimeter aan de muurstoel uitsteken moeten zijdelings en tot op de vloer van stevige inrichtingen voorzien zijn die door de gehandicapten met gezichtsstoornis aangevoeld kunnen worden;

6° de openbare voorzieningen en inrichtingen zoals loketten, brievenbussen, telefoons, automaten, automatische toiletten overdekte hokjes moeten respectievelijk beantwoorden aan de voorwaarden die gesteld zijn in de artikelen 415/6, 415/8, 415/9, 415/10 en 415/14;

7° de garagedeuren die op de rooilijn worden geplaatst zullen schuifdeuren en geen kanteldeuren zijn ».

Art. 2. Artikel 416 van hetzelfde wetboek wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 99 — 2210

[C — 99/27516]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant la liste des biens immobiliers visés à l'article 8bis du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, inséré par le décret du 4 février 1999

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 1°, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, notamment l'article 8bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 4 février 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant la nécessité de prendre d'urgence les dispositions administratives et civiles requises en exécution du décret du 4 février 1999 précité, afin que la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures bénéficie de recettes propres pour le 1^{er} janvier 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. Les biens immobiliers visés à l'article 8bis du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, inséré par le décret du 4 février 1999 sont les suivants :

- a) les stations de services et aires de repos de type I, II, III et frontaliers listées sur le plan n° P.07 ci-annexé;
- b) les bureaux de perception de droits de navigation listés sur le plan n° 3049 ci-annexé;
- c) les centrales hydroélectriques listées sur le plan n° 3050.

Art. 2. Les plans visés à l'article 1^{er} peuvent être consultés au siège social de la SOFICO dont les bureaux sont sis à 4031 Angleur, rue du Canal de l'Ourthe 9, bte 3.

Art. 3. Le Ministre de l'Equipement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

N. 99 — 2210

[C — 99/27516]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Erstellung der Liste der Immobiliengüter, die in dem durch das Dekret vom 4. Februar 1999 eingefügten Artikel 8bis des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures» (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) erwähnt sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, X, 1° in seiner durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures», insbesondere des durch das Dekret vom 4. Februar 1999 eingefügten Artikels 8bis, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 1995 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;